

Ce qui se manigance contre le peuple algérien derrière les "bons offices"

L'affaire de Sakiet a entraîné la rupture des relations diplomatiques franco-tunisiennes et, par suite, suscité les « bons offices » américains et anglais, apparemment pour rétablir ces rapports. Mais ces « bons offices » visaient plus loin.

L'impérialisme américain comprend le danger de la continuation de la guerre d'Algérie: le monde arabe déjà distant de l'Ouest risque d'être complètement perdu; la situation en France se détériore dangereusement. Les Américains sont arrivés à la conclusion que la seule solution, c'est une Fédération France-Afrique du Nord, peut-être France-Afrique, dans laquelle l'Algérie ne serait pas indépendante, mais aurait une certaine « autonomie ».

A condition que les choses soient bien présentées, Bourguiba et le roi du Maroc sont également partisans d'une telle solution, car ils savent que le développement de la Révolution algérienne et le courant à l'unité arabe avec le temps auraient des conséquences irrésistibles en Tunisie et au Maroc.

En France, une partie importante des dirigeants bourgeois est maintenant acquise à cette solution. Mais, pour eux, elle devrait être enveloppée un peu différemment de ce qui conviendrait à Bourguiba et Mohammed V, car il faut la faire avaler à une opinion publique où, pour le moment, on entend surtout les jusqu'aboutistes.

Le grand obstacle à cette solution c'est le F.L.N. qui, à juste titre, met en avant la reconnaissance préalable de l'indépendance et n'a montré aucune disposition à marcher dans une « table ronde sans conditions préalables », ce qui veut

dire dans des négociations à la condition que l'indépendance n'en soit pas l'issue.

Les « bons offices », commencés en ne posant pas la question algérienne, portent soudainement sur la mise en place de troupes de l'O.N.U. sur la frontière algéro-tunisienne. Ce que Bourguiba ne pouvait accepter de lui-même à cause de l'opinion tunisienne, ce serait l'O.N.U. qui serait chargé de le faire pour exercer une pression considérable sur le F.L.N.

Aux dernières nouvelles les « bons offices » auraient échoué et il semblerait que le différend franco-tunisien viendrait devant le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. — lequel chargerait, pense-t-on, le secrétaire général de cette organisation de procéder à son tour aux « bons offices ».

Cela ne veut pas dire que la solution fédérale est rejetée, mais très probablement qu'il faut mieux la présenter, lui donner une allure qui permette tant à Bourguiba qu'au gouvernement français de l'accepter. Et peut-être aussi de mettre tout le paquet nécessaire, y compris les Etats arabes, pour la faire accepter par une partie des dirigeants du F.L.N. Car sans cela, cette solution n'en serait pas une.

Cette solution rencontre de très grandes difficultés; la principale, c'est l'héroïsme des combattants algériens. Contre la pression de l'impérialisme, et l'assentiment plus ou moins résigné de politiciens bourgeois à la Bourguiba, il faut tout faire pour alerter la classe ouvrière française qui, à cause de la trahison de ses directions, n'a pas apporté les bons offices à elle, c'est-à-dire une solidarité totale au peuple algérien.

Le renvoi de BOULGANINE

Le changement de Premier ministre en Union soviétique ne présente certainement pas beaucoup d'importance sur le plan de la politique extérieure. Sur le plan intérieur, les éliminations précédentes représentaient des opérations politiques destinées en fin de compte à assurer la prédominance de l'appareil du parti sur diverses parties de la bureaucratie (police, administrations économiques centrales, armée...). Cette fois-ci, on ne peut voir la chose de la même façon. Il semble surtout que dans le renvoi de Boulganine on assiste à la continuation de l'élimination du vieux personnel stalinien par de jeunes couches bureaucratiques pour qui Khrouchtchev sert à la fois de dirigeant et de paravent.

Toutefois il n'est pas inutile de souligner un aspect du régime du pouvoir bureaucratique, même dans un cercle restreint, pour des raisons qui n'ont été ni données ni demandées aux quatorze cents membres du Soviet Suprême. Selon le correspondant du « Monde », ceux-ci après deux ou trois secondes de silence révélant la surprise se levèrent tous et applaudirent la proposition de nommer Khrouchtchev. C'est vraiment là une « forme supérieure » de la démocratie à laquelle Lénine n'avait pas songé quand il écrivait « l'Etat et la Révolution ».

Il y a tout de même un progrès par rapport au passé: Malenkov avait démissionné en déclarant qu'il n'avait pas les capacités d'un Premier ministre; avant de renvoyer Boulganine, le Soviet Suprême lui avait donné un certificat de travail élogieux.

La bureaucratie ne perdra rien à attendre. Les ouvriers soviétiques la remettront un jour à sa place avec toutes les explications nécessaires.

La contre-révolution sur la défensive en Indonésie

La contre-révolution, après avoir proclamé la création d'un gouvernement à Padang, n'a pu emporter le moindre succès. Au contraire, les troupes du gouvernement de Djakarta, débarquées à Sumatra, ont marqué succès sur succès.

La contre-révolution n'a pu trouver le moindre écho parmi les masses paysannes, même les plus arriérées. D'autre part, elle comptait sur l'aide ouverte de l'impérialisme américain et celui-ci a, du moins pour l'instant, jugé plus prudent, en dépit de ses sympathies non dissimulées, de s'abstenir d'un soutien massif et public.

Il ne faut pas croire que, de cette façon, la tentative contre-révolutionnaire est liquidée. Les troupes contre-révolutionnaires se sont engagées dans une lutte du type guerillas; et, avec une aide même réduite de l'impérialisme, la lutte peut se poursuivre d'autant plus longtemps que le gouvernement bourgeois de Sukarno se garde bien d'appeler les masses à intervenir elles-mêmes et ne recoure qu'à des troupes régulières, combattant d'autres troupes du même type, ce qui veut dire que le combat a de grandes chances de ne pas être mené très vigoureusement.

Que dans ces conditions la contre-révolution se maintienne sur la défensive atteste sa faiblesse extrême. Et, c'est seulement la politique du P.K.I. (le P.C. Indonésien) à la remorque du bourgeois Sukarno qui empêche les masses indonésiennes de créer leur propre pouvoir.

A l'étape immédiate, les victoires du gouvernement de Sukarno renforcent le prestige de celui-ci parmi les masses. Mais la « force » de ce gouvernement tient en premier lieu à son jeu bonapartiste entre les masses et la contre-révolution. En battant celle-ci, il prépare sa propre chute pour l'étape ultérieure.

Le prochain Numéro de

« La Vérité des Travailleurs »

paraîtra le 26 avril

Mouvements populaires

pour le désarmement atomique unilatéral

Les lettres de Duclos ou Thorez ne parviennent pas à mettre au centre de l'intérêt politique en France la question de la guerre atomique, car nous sommes aux prises avec l'affaire algérienne. Mais, dans le reste du monde, la question du danger d'une guerre atomique préoccupe des millions de personnes.

Les initiatives du gouvernement soviétique — et notamment la toute dernière, l'arrêt des essais d'explosions de bombes A et H — ont des résultats très sérieux sur l'opinion publique. Le gouvernement américain crie à la « propagande », mais il n'arrive pas ainsi à dissimuler son embarras. En effet, toute la politique extérieure des Etats-Unis repose sur la possibilité d'employer ces armes aux effets monstrueux, et sur cette possibilité seulement. Sinon, les Etats-Unis ne pourraient défendre des Syngman Rhee, des Tchan-Käi-Chek, tenter de barrer la marche de la révolution arabe, imposer avec l'aide d'Adenauer une politique de « réunification » de l'Allemagne par la force, etc...

Les rares appuis que rencontre la diplomatie américaine proviennent d'aventuriers comme ceux qui dirigent la politique française — et qui veulent à tout prix avoir, eux aussi, leur bombe atomique ou thermonucléaire pour intimider les Algériens et les peuples arabes qui soutiennent ceux-ci; ou comme Adenauer ou Mac Millan, qui sont également prêts à sacrifier le genre humain si le capitalisme risque de disparaître.

Les dangers atomiques ont été mis en lumière dans les dernières années par de nombreux savants, parmi lesquels les plus éminents dans le monde. A présent, ces appels commencent à être

entendus par des masses de plus en plus nombreuses. Nous avons dans notre précédent numéro souligné l'importance du mouvement qui se développe en Angleterre, et qui a obligé la direction du Labour Party à manœuvrer pour ne pas être débordée. La semaine de Pâques a été marquée par l'importante marche de 80 kms de Londres au centre de recherches nucléaires d'Aldermaston. Passons sur les commentaires de journalistes qui ont voulu ridiculiser cette action et qui se sont eux-mêmes ainsi ridiculisés. Même aux Etats-Unis des manifestations se sont produites. Pour que de tels mouvements acquièrent une force irrésistible, il faut que leur soit accordée toute la puissance du mouvement ouvrier organisé.

Le mouvement prend de l'ampleur dans toute une série de pays d'Europe qui, jusqu'alors, avaient été peu émus. L'Allemagne, les pays scandinaves se trouvent particulièrement affectés, étant donné leur position géographique. Or, ces pays sont en général à grande influence social-démocrate. Cela aussi montre que toute la campagne du Mouvement de la Paix pour l'appel de Stockholm et autres pétitions a été absolument sans portée, parce que dans ces pays on était méfiant envers ce qui apparaissait comme une manœuvre du Kremlin.

Mais, ici en France, répétons-le encore une fois: pour qu'il y ait une lutte effective contre les aventures atomiques, il faut commencer par mener une lutte impitoyable pour arrêter la guerre d'Algérie. On peut même affirmer que la défaite de l'impérialisme français en Algérie aurait des répercussions considérables ailleurs qu'en France dans la lutte contre les menaces de guerre atomique.